

QUE VA FAIRE L'ALLEMAGNE après l'embouteillage de Zeebrugge et d'Ostende ?

L'embouteillage de Zeebrugge a été parfaitement réussi du premier coup ; celui d'Ostende l'est bien du deuxième et il faudra peu de chose pour le parachever... Mais ces deux bases navales, qui étaient situées à quelque cinquante milles de la côte anglaise, une fois verrouillées, le nouveau barrage de mines, établi la semaine dernière, rendant plus difficile que jamais la sortie des sous-marins par les eaux allemandes, l'Allemagne doit ou renoncer à la guerre sous-marine, ou trouver de nouvelles bases à peu près imbloquables... Or, renoncer à la guerre sous-marine, en ce moment, c'est laisser les transports américains traverser l'Atlantique en sécurité...

Il n'est pas douteux que cet objectif militaire prime, de beaucoup, tous les autres. Non seulement il faut à nos ennemis « des Gibraltar allemands » en France, c'est-à-dire Calais, Cherbourg, Brest, Toulon et Bizerte pour y établir des bases de sous-marins et, de là, attaquer l'Angleterre, au cours d'une guerre future — c'est ce que disait, dès 1909, un officier supérieur de la marine allemande à M. Alfred Duquet — mais, même pour la guerre présente, il faut de nouvelles bases, Calais, Dunkerque, Boulogne... et à défaut une autre base impossible à embouteiller, dont les Allemands ne possèdent, officiellement du moins, que la moitié : Anvers !

Je dis que les Allemands ne possèdent Anvers qu'à moitié, parce qu'ils n'ont pas les bouches de l'Escaut et du Rhin. Pour ne parler que de l'Escaut, ce fleuve est divisé en deux bras par l'île de Walcheren qui non seulement appartient à la Hollande, avec son port Flessingue (Vlissingen), mais encore la Hollande conserve, en plein territoire belge, une large enclave le long de la rive gauche (sud) du bras occidental de l'Escaut. « L'éventualité de la violation de la neutralité belge et de celle de la Hollande avait été souvent discutée avant la guerre », écrivait récemment au *Journal de Genève* le docteur Muehlon, ex-sous-directeur de Krupp. Donc, depuis la guerre, et même avant, la possession des bouches de l'Escaut et du Rhin excite la convoitise ardente des pangermanistes. Ces bouches nombreuses, larges, et à peu près impossibles à bloquer toutes par embouteillage, sont nécessaires pour utiliser militairement le magnifique port d'Anvers, enfoncé à 50 kilomètres dans l'intérieur du pays.

Moins d'un mois après la prise d'Anvers, les Hollandais voyaient des sous-marins allemands défilant dans l'Escaut, et se plaignaient de cette violation des eaux neutres du fleuve.

Dès le mois de juillet 1916, la presse alliée s'inquiétait de la manière raide dont l'Allemagne accueillait les réclamations de la Hollande dans l'affaire du *Tubantia*, grand vapeur hollandais, torpillé sans avertissement, et de son insistance à exiger le passage, par les canaux hollandais, des fausses péniches Krupp, chargées de matériel de guerre pour les troupes occupant la Belgique. Dès cette époque aussi, la *Gazette de la Croix* publiait un manifeste du grand amiral von Koester, président de la Ligue maritime, qui déclarait, à la date du 17 juin précédent : « La clé de l'avenir de l'Allemagne se trouve à Anvers, car rien, plus que la Belgique, sous l'influence politique et militaire de l'Allemagne, ne fournirait la possibilité de menacer les îles Britanniques, en permettant à la flotte allemande de créer des risques pour l'Angleterre, c'est-à-dire d'atteindre le but en vue duquel elle a été créée. Si les côtes des Flandres avaient été militairement en notre pouvoir, avant la guerre, et militairement organisées, jamais l'Angleterre n'aurait osé lancer ses armées en France. »

Et ce manifeste ajoute que les Anglais n'auraient pu continuer leur commerce par la Tamise, ni fermer aux Allemands le pas de Calais par des barrages appuyés par des forces minimales : « Il n'était pas nécessaire pour cela que nous prenions le Havre, ni même Calais ou Boulogne. » Puis le grand amiral von Koester montre Anvers allemand devenu le débouché des usines rhénanes et thuringiennes, la tête de ligne des transatlantiques allemands, au lieu de Cherbourg et de Southampton.

Il conclut enfin : « D'Angleterre et de France, les passagers se rendront directement à Flessingue, et peut-être le port de Flessingue est-il destiné à jouer pour Anvers un rôle analogue à celui de Cuxhaven pour Hambourg. »

Cuxhaven, devenu base navale militaire un peu avant la guerre de 1914 ; Cuxhaven d'où sortit, en grande partie, la flotte cuirassée germanique pour livrer la bataille du Jutland !... Mais Cuxhaven est à 330 milles marins de Hull, à 340 de Douvres.

Flessingue, qui est en Hollande, ne se trouve plus qu'à 86 milles, soit trois heures de mer, à 28 nœuds, de Douvres, des plages de Deal à Ramsgate, de l'embouchure de la Tamise et de Lowestoft !

ECHEC COMPLET d'une attaque boche à Orvillers-Sorel

Succès français au Nord de Kemmel

COMMUNIQUES FRANÇAIS
12 Mai, 14 heures.
Bombardement assez violent dans la région de l'ouest de Mailly-Rainval.
Une attaque allemande sur nos nouvelles positions au nord-ouest d'Orvillers-Sorel a subi un complet échec. Nos feux ont infligé des pertes sérieuses à l'ennemi qui a laissé des prisonniers entre nos mains.
La lutte d'artillerie a été vive sur la rive droite de la Meuse dans le secteur bois des Caurières-Les Chambrettes.
Nuit calme partout ailleurs.

12 Mai, 23 heures.
Journée marquée par une lutte d'artillerie assez vive dans la région au sud de l'Aire. Pas d'action d'infanterie.
Rien à signaler sur le reste du front.

COMMUNIQUES BRITANNIQUES
12 Mai, après-midi.
Au cours d'une attaque locale heureuse entreprise hier, les troupes françaises ont amélioré leurs positions, au nord du village de Kemmel et ont fait plus de cent prisonniers.

Hier matin, aux environs du canal d'Ypres à Comines, un raid ennemi a été repoussé ; nous avons fait quelques prisonniers.

Cette nuit, aux environs de Meteren, des combats de patrouilles nous ont permis de ramener plusieurs prisonniers et une mitrailleuse.

Pendant la nuit et ce matin l'artillerie ennemie s'est montrée active dans les secteurs de l'Ancre, au sud d'Albert et contre nos positions avancées à l'est de Loos et au sud de Voormezele.

12 Mai, soir.
Rien à signaler en dehors d'une activité réciproque d'artillerie.

Ils lutteront coûte que coûte là où ils sont engagés

Les combats sur le front principal, entre Ypres et Noyon, restent toujours jusqu'à très localisés. Les attaques allemandes ne visent, sans doute, qu'à obtenir certaines améliorations, certains points favorables pour le développement de la future offensive. Elles n'ont pas d'autre prétexte, puisqu'elles ne sont même pas soutenues par des réserves dont l'intervention risquerait d'engager les affaires au delà de ce qu'on en attend. Si elles arrivent parfois à prendre pied sur quelque position de première ligne, c'est un succès sans lendemain ; les contre-attaques anglaises et françaises rétablissent sans retard la situation primitive. En revanche, presque toujours, de notre côté, les améliorations recherchées par la défense sont maintenues.

En attendant le prochain et violent effort, qui se produira toujours dans les mêmes secteurs, sans aucune espèce de doute, pour les raisons pérennes maintes fois exposées ici, les forces américaines, en hommes, en armes, en matériel et en moyens de toute sorte, ne cessent d'arriver, avec une remarquable régularité, en dépit de la guerre sous-marine, dont la consigne est de ne plus parler en Allemagne. L'effectif présent dépasse 500.000 hommes ; la déclaration en est faite officiellement. Ce chiffre est atteint très solidement avant l'époque annoncée, et c'est la fin de l'année il doit être triplé. Il n'y a aucune raison de penser que la prévision faite à cet égard ne se réalisera pas. Si tous les appuis de l'Amérique nous sont donnés dans la même mesure, et notamment en ce qui concerne l'aviation de reconnaissance et de combat, nous verrons la situation qui se stabilise aujourd'hui se renverser en notre faveur. Et quand le revirement commencera, il ne s'arrêtera plus. Les Allemands ne l'ignorent pas. Ils feront donc tout, coûte que coûte, pour obtenir, là où ils sont engagés, une grande victoire. Quand bien même ils le voudraient, en dépit de tout raisonnement et de toute probabilité, le temps leur manquerait pour la préparer ailleurs.

Général BERTHAUT.

En attendant, tournons-nous, regardons leurs ravages. Saints moines, si vous aimez votre monastère, si vos cellules, sous vos files forcés d'en partir, étaient restées le reliquaire de vos souvenirs c'est-à-dire de vos vœux, si vous aviez promis à la ferme où vous battiez votre beurre et votre fromage de lui revenir, amoureusement, les manchettes relevées, il faut offrir à Dieu la peine que nous allons vous faire. Le 9 mai 1918, par une belle journée de soleil, entre midi et six heures, les Allemands qui, en 1914, étaient venus goûter votre lait, ont massacré votre monastère. Votre chapelle a conservé ses trois clochetons, mais son toit, son abside, son vitrail, en tas. Votre saint Bernard, votre patron, qui accueillait les visiteurs à l'entrée, a perdu sa tête. J'en ai même l'oreille avec moi, que j'ai trouvée par terre. Le lait emporté. Si l'un de vous avait l'habileté de lui adresser plus particulièrement ses prières, qu'il me le dise, qu'elle soit lourde (il y a aussi un morceau de la joule), je la lui enverrai pour que le saint continue de l'entendre. Votre grande horloge s'est arrêtée à 1 heure 12. Votre Vierge du portail, entre les deux clochetons, a la nuque arrachée. Sa figure n'a plus l'air, maintenant, que d'un masque que l'on moule sur le visage d'un mort. Vos chaises, vos tables, vos chandeliers, vos autels, vos tableaux, vos lits, tout sort d'un tremblement de terre, cassé, enchevêtré, perdu. Et l'ange de votre jubé, qui est à peu près tout ce qui reste debout, au milieu de cette destruction, ses deux bras le long du corps, textuellement dit : « Voilà ! »

Ce mont en tête de ligne de ses papiers, barrant les Allemands, à son mystère. Ce mystère ne remonte pas aux origines de la communauté, mais à celles de la guerre — de la guerre d'aujourd'hui. On dit que là, pendant les quelques jours où ils y furent, en 1914, l'un de leurs princes, le prince de Hesse, frère de l'impératrice de Russie, y fut blessé, soigné, puis y mourut. On l'enterra, les Allemands partirent, et c'est autour de son cadavre qu'est le mystère : le corps, un jour, bien plus tard, disparut. Les moines, là-dessus, étaient muets, les pierres viennent de le devenir.

Albert Londres.

AU MONT DES CATS

(De l'envoyé spécial du Petit Journal)

Front français des Flandres, 10 Mai.
Nous sommes au mont des Cats.
Nous y sommes aujourd'hui parce que nous n'avons pas pu y monter hier. Nous étions arrivés jusqu'à ses pieds. Ce n'est pas que sa hauteur nous ait effrayé. Gravier le mont des Cats n'a rien à voir avec l'Alpinisme : c'est tout juste comme si l'on avait affaire à Montmartre. C'est que les Boches le labouraient. Nous nous présentions à l'heure où ils se mettaient à démolir la chapelle et le monastère. Le mont des Cats, de loin, séduisit l'œil à cause de sa maison religieuse. Trois petits clochers minces la surmontent, et ses trois frères bonnets coiffant



la masse de terre font l'agrément du paysage. Donc, plein d'ignorance de la minute qui allait suivre, nous nous mettions en mesure de grimper, quand, par coups doubles, à midi, les obus, en plein sur le bâtiment, s'abattirent. Et comme si les tireurs craignaient que les saints de pierre ne prennent la fuite et ne fussent pas tous découpés en morceaux, ils martellèrent furieusement les chemins. C'était l'offensive contre le bon Dieu. Les murs de la chapelle s'effondrèrent : la terre creva et le mont du jardin potager des hommes du Seigneur bouillonnait chaque minute par de nouveaux cratères, la croix de la cour sautait, les statues tombaient de la façade et, choc central, un grand nuage de fumée rouge-brûlée s'éleva : la nef de la chapelle, en plein milieu sous un obus sûr, s'effondra. Comme nous n'avions pas l'habitude de penser qu'au lieu des saints de pierre n'avaient pu résister, notre pauvre chair mortelle eût trouvé grâce, après six heures de cette contemplation — car à six heures les statues des moines valseaient encore — nous reprennes, avec la froideur qui convenait, la route du cantonnement. Nous revîrions demain. C'est ce que nous faisons. Aujourd'hui, calme : c'est l'état où nous aimons trouver les choses, montons.

Dans les lilas, dans les gaz

Le long de la montée il y a des obus qui ne se sont pas ouverts. Mais ça pue le gaz. En passant près des entonnoirs l'odeur s'accroît. Ça vous racle le palais, comme quand ayant mal à la gorge vous vous gargarisez avec de l'alun. La nature est tendrement verte. Des lilas, nouveaux et blancs, de leurs branches débordantes vous froient les joues comme si ce n'était pas la guerre, des jacinthes d'un violet-bleu couvrent les pentes, où, solitaires, passaient les moines. N'en cueillez pas, ce ne sont pas des souvenirs à envoyer dans des lettres, ne réclamez pas des fleurs du mont des Cats, elles sont empoisonnées, madame. Nous atteignons le sommet. Nous voici sur le premier mont de la chaîne des monts, ensuite c'est le Coquerel, le mont Noir. Mais nous nous avons décrit la ligne au commencement.

Les Boches sont devant, dans la plaine. Cette arête est aujourd'hui leur obstacle. Elle est gardée par les Français. Ils n'ont pu la franchir avant leur arrivée. Le lendemain ? Il est plus probable qu'ils esquivent autre part avant.

Ce qui fut le monastère

En attendant, tournons-nous, regardons leurs ravages. Saints moines, si vous aimez votre monastère, si vos cellules, sous vos files forcés d'en partir, étaient restées le reliquaire de vos souvenirs c'est-à-dire de vos vœux, si vous aviez promis à la ferme où vous battiez votre beurre et votre fromage de lui revenir, amoureusement, les manchettes relevées, il faut offrir à Dieu la peine que nous allons vous faire. Le 9 mai 1918, par une belle journée de soleil, entre midi et six heures, les Allemands qui, en 1914, étaient venus goûter votre lait, ont massacré votre monastère. Votre chapelle a conservé ses trois clochetons, mais son toit, son abside, son vitrail, en tas. Votre saint Bernard, votre patron, qui accueillait les visiteurs à l'entrée, a perdu sa tête. J'en ai même l'oreille avec moi, que j'ai trouvée par terre. Le lait emporté. Si l'un de vous avait l'habileté de lui adresser plus particulièrement ses prières, qu'il me le dise, qu'elle soit lourde (il y a aussi un morceau de la joule), je la lui enverrai pour que le saint continue de l'entendre. Votre grande horloge s'est arrêtée à 1 heure 12. Votre Vierge du portail, entre les deux clochetons, a la nuque arrachée. Sa figure n'a plus l'air, maintenant, que d'un masque que l'on moule sur le visage d'un mort. Vos chaises, vos tables, vos chandeliers, vos autels, vos tableaux, vos lits, tout sort d'un tremblement de terre, cassé, enchevêtré, perdu. Et l'ange de votre jubé, qui est à peu près tout ce qui reste debout, au milieu de cette destruction, ses deux bras le long du corps, textuellement dit : « Voilà ! »

Ce mont en tête de ligne de ses papiers, barrant les Allemands, à son mystère. Ce mystère ne remonte pas aux origines de la communauté, mais à celles de la guerre — de la guerre d'aujourd'hui. On dit que là, pendant les quelques jours où ils y furent, en 1914, l'un de leurs princes, le prince de Hesse, frère de l'impératrice de Russie, y fut blessé, soigné, puis y mourut. On l'enterra, les Allemands partirent, et c'est autour de son cadavre qu'est le mystère : le corps, un jour, bien plus tard, disparut. Les moines, là-dessus, étaient muets, les pierres viennent de le devenir.

Albert Londres.

Voir en 2^e page
La Fête de Jeanne d'Arc

L'ALLEMAGNE veut mettre la main sur toute la Russie

L'Allemagne a terminé la tâche qu'elle s'était imposée de sauver, à sa façon, la Finlande et l'Ukraine, mais cela ne lui suffit pas. Elle veut maintenant continuer à jouer le rôle de sauveur providentiel à l'égard du reste de la Russie.

On se souvient qu'il y a quelques jours les fausses nouvelles, propagées par un radiogramme allemand annonçant une révolution monarchiste à Petrograd, avaient déjà montré le bout de l'oreille. Le gouvernement de Berlin prenait ses desirs pour des réalités. Il espérait que des troubles opportuns lui permettraient de placer l'intervention déjà prête, tout en ayant l'air de ménager encore les bolcheviks. Mais les troubles annoncés ne s'étaient pas produits et les adversaires de Lenine et de Trotsky, qui paraissent avoir perdu toute énergie, n'ont pas répondu à l'invitation, cependant bien claire, qui leur était faite.

En présence de cette apathie des éléments russes dont elle escomptait le concours, il ne restait plus à l'Allemagne qu'à lever le masque et à chercher directement querelle aux bolcheviks eux-mêmes. C'est ce qu'elle vient de faire sous la forme d'une série d'ultimatums adressés au gouvernement de Moscou. Dans ces documents, elle met Lenine et Trotsky en demeure de régler immédiatement la question des prisonniers, de rétablir l'ordre en Russie, de faire évacuer par les Alliés le terminus du chemin de fer sur la côte normande et enfin de désarmer les chasseurs lettons qui constituent la garde particulière du Conseil des commissaires du peuple. Et pour que ces exigences soient prises au sérieux elle menace si satisfaction complète ne lui est pas donnée d'envoyer ses troupes à Petrograd et à Moscou pour y rétablir l'ordre. D'ailleurs cette menace n'est pas vaine, les divisions allemandes qui opèrent en Finlande, en Ukraine et dans le sud de la Russie sont prêtes à la réaliser.

Les gouvernements de Moscou se rendent bien compte de l'énormité des exigences allemandes et du danger qu'elles comportent pour eux. Ils violent nettement que la catastrophe est imminente et qu'ils sont incapables de la détourner. Tchitcherine, le commissaire pour les affaires étrangères, essaie bien dans des notes envoyées à Berlin de discuter et d'apitoyer le gouvernement allemand. Mais celui-ci ne se laisse pas fléchir. Logiquement, les bolcheviks ne pourraient sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvent qu'en prenant une résolution virile et en organisant la résistance. Mais ce serait pour leur demander ce qu'ils ne peuvent pas donner. Les faits nous ont suffisamment démontré que ce sont des qualités qui leur font complètement défaut. Suivant toute vraisemblance, ils vont tergiverser comme ils ont fait au moment de la paix de Brest-Litovsk et se croisant les bras ils assisteront impuissants au dénouement de la cruelle tragédie que par leur faute ils ont attirée à la Russie.

Bien qu'il ne faille pas compter sur la résistance des bolcheviks, la voie dans laquelle s'engage l'Allemagne si elle peut lui procurer sans doute des avantages considérables n'en comporte pas moins de grandes difficultés et de sérieux périls. Il appartient à l'Entente de prendre sans tarder des décisions énergiques pour augmenter ces difficultés et entraver la réalisation de ce programme d'accaparement de la Russie.

L'as des as Fonck officier de la Légion d'honneur

Le sous-lieutenant Fonck, qui a abattu, le 8 mai, en moins d'une heure et demie de vol sur les lignes, six avions allemands, fait unique dans l'histoire de l'aviation, montait un spado ordinaire armé de deux mitrailleuses et a tiré moins de 56 balles, ce qui donne une moyenne de 9 balles par avion ennemi descendu.

Fonck n'est pas encore lieutenant, mais le général commandant l'armée lui a remis, le 9 mai, la croix d'officier de la Légion d'honneur. Cette croix consacre, ainsi que nous l'avons dit, 42 victoires, mais en représente effectivement une soixantaine, étant donnée, ainsi que le rappelle notre collaborateur Jack Philippe, la sévérité avec laquelle le commandement français procède aux attributions officielles d'appareils ennemis descendus.

Fonck, pilote aux armées depuis juin 1915, a abattu deux avions allemands alors qu'il appartenait à une escadrille d'observation. Passé dans la chasse en mai 1917, il comptait 6 victoires en août. Il en compte aujourd'hui 7 fois plus.

De Mouronval et Deffrance faits chevaliers

Les capitaines aviateurs de Mouronval et Deffrance, commandants d'escadrilles sur le front, et tous deux joueurs de football réputés, viennent d'être faits chevaliers de la Légion d'honneur.

CHARLES I^{er} chez le Kaiser

(Du correspondant du Petit Journal)

Berne, 12 Mai. — Hertling et Kuhlmann sont arrivés le 10 au grand quartier général allemand, où l'empereur Charles doit arriver aujourd'hui, 12, en compagnie de Burian et du chef d'état-major général.

On avait dit, après l'envoi des lettres, que l'empereur Charles ne tarderait pas à se rencontrer avec le kaiser. On avait même dit que l'impératrice d'Autriche l'accompagnerait. Mais celle-ci s'y serait refusée. A signaler aussi le bruit qui courrait, dans les entretiens au grand quartier général allemand, la question d'une offensive en Italie sera notamment agitée.

A PARTIR DE DEMAIN 14 MAI Carte de Viande pour les Mardis

200 grammes contre coupon
de la Carte d'alimentation

M. Victor Boret a longuement parlé, vendredi, à la Chambre, de la situation alimentaire, des moyens qu'il avait mis en œuvre pour éviter une crise de la viande, et de ceux qu'il envisage au cas où les premiers ne donneraient que des résultats imparfaits.

Et, dès hier, il prenait la décision de limiter la consommation de la viande à 200 grammes par jour et par personne, chaque mardi, c'est-à-dire le jour qui précède les trois jours sans viande.

Comme on le verra, cette limitation sera obtenue par l'utilisation d'un coupon de la carte d'alimentation. C'est tout, au moins pour une journée par semaine, l'emploi d'une « carte de viande ». Cette mesure nouvelle aura pour conséquences d'empêcher les approvisionnements et de régulariser les achats du public.

Le texte de l'arrêté ministériel paraîtra ce matin, lundi, au *Journal officiel*. Le voici :

Art. 1^{er}. — A partir du mardi 14 mai et pendant toute la période d'application du décret du 26 avril 1918, aucun consommateur ne pourra se faire délivrer, le mardi de chaque semaine, une quantité de viande de boucherie (bœuf, veau, mouton, chèvre, porc frais) supérieure à deux cents grammes.

Art. 2. — Cette quantité de viande ne pourra lui être délivrée que contre remise au fournisseur auquel il s'adressera, d'un coupon de consommation, dont le modèle sera ultérieurement fixé.

Art. 3. — A titre provisoire, les consommateurs utiliseront comme coupon de consommation :

1^o Pour le mardi 14 mai, le coupon 3 de mai, de la carte individuelle d'alimentation ;
2^o Pour le mardi 21 mai, le coupon 4 de mai de ladite carte ;
3^o Pour le mardi 28 mai, le coupon 3 de juin.

Art. 4. — Les restaurants et, d'une façon générale, les établissements où les repas sont servis en commun, ne sont pas tenus jusqu'à nouvel ordre, à aucune règle particulière, en ce qui concerne leurs achats de viande de boucherie le mardi, mais ces établissements ne pourront servir ce jour, à chaque repas et à chaque consommateur, une ration de viande supérieure à deux cents grammes.

Ce que pensent les intéressés

Que pensent de tout cela les intéressés ? A la chambre syndicale de la boucherie française, M. Soulié, président, nous dit : — Les mesures prises par M. Boret, et qui vont entrer en vigueur demain, mardi, sont de nature à donner de bons résultats. Des grinchoux ont trouvé facile de dire que les trois jours sans viande permettraient de réaliser aussi peu d'économie que leurs prédecesseurs de l'année dernière : les deux jours de M. Violette. C'est méconnaître volontairement le décret de M. Victor Boret dont l'article 7 diminue les abatages des 2/3.

Quant à la limitation de la consommation le mardi, c'est bien l'est une déception parfaite qui complète le mieux possible le système économique mis en vigueur. On peut attendre les meilleurs résultats des trois jours sans viande conjugués avec la carte partielle.

Peut-être faudra-t-il réglementer également la vente au détail des Halles et de la petite viande. Mais cela n'est rien.

La carte seule ?... Mauvaise affaire à mon avis. La consommation varie tellement avec les régions ! Paris à lui seul consomme le tiers de la viande abattue en France !... Et les paysans qui « tuent » chez eux ?

Je souhaite que la commission alimentaire que M. Boret a envoyée à Londres tienne suffisamment compte de la différence d'alimentation des deux peuples ; car si la carte a réussi outre-Manche, on ne saurait en tirer argument en faveur de son établissement chez nous.

M. Victor Boret a également parlé de réquisition générale. Cette mesure serait, le cas échéant, préférable de beaucoup à la carte. Elle n'est nullement effrayante. Qu'on promette aux producteurs un prix suffisamment rémunérateur, comme on a fait pour le blé, et vous verrez l'élevage se maintenir parfaitement.

Puis nous avons entendu M. Labattut-Vernaud, président des mandataires aux Halles, qui considère que ce que M. Victor Boret a fait est bien fait, en ce qui concerne la préservation du cheptel. Mais reste la question de la hausse et de la spéculation que rien ne parvient à arrêter, ni la presse ni la police. Il n'y a qu'un moyen, à mon avis, pour atteindre ce but : l'unification des prix des Halles et des prix de la Villette. Si l'on n'arrive pas à établir cette égalité, nous aurons des mécomptes, de graves mécomptes...

— Pourrait-elle comprendre quelque chose à ses combinaisons financières ? Et lui qui sentait qu'enfin il allait réussir, qu'il allait mettre la main sur des affaires de rapport, de rendement, d'inspiration, comment a-t-il pu en entretenir la brave et honnête femme, l'admirable mère de famille, qui se serait empressée, de l'en dissuader ?

C'est toujours, comme nos lecteurs le

LA DÉFENSE DE DUVAL

M. Caillaux
sera-t-il entendu ?

La défense a commencé à se faire entendre. Nos lecteurs ont pu constater, chaque jour, que Duval ne laissait passer aucune occasion de répondre au commissaire du gouvernement. Il est vrai qu'il répondait à côté quelconques.

Mais toutes les explications qu'il lui était possible de donner, il les avait données, et il semblait qu'il n'avait rien laissé à dire à son avocat.

Certes, la tâche était difficile pour M. Magnan. Il était tenu de suivre rigoureusement la voie que lui avait tracée son client — même quand elle était périlleuse. Il s'en est fort bien tiré, glissant, mieux que Duval, sur des arguments assez fragiles, et remplaçant la discussion par d'assez longues lectures — judicieusement choisies.

M. Magnan, commissaire du gouvernement, avait fait à son tour. Les membres du conseil de guerre pourront ainsi se prononcer en connaissance de cause.

A une heure précise, le conseil fait son entrée. Le piquet de service présente les armes. Le colonel Voyer déclare l'audience reprise, fait introduire les accusés et donne immédiatement la parole à M. Magnan.

Mais à ce moment, M. Bacri, défenseur de Landau, se lève et demande qu'on fasse venir M. Caillaux. Il s'agit de savoir quelle est la question qu'il avait chargée Landau, en septembre 1916, de poser au Bonnet rouge, au sujet de la personnalité de Duval. M. Magnan s'y oppose :

— Je ne l'admets pas plus que je n'ai admis l'intervention de M. Maunoury, lorsqu'il s'agit de départager deux inculpés en désaccord. C'est aujourd'hui Landau et Marion qui ne peuvent s'entendre. Il est inadmissible que mon demandeur, qui pose au Bonnet rouge, et inculpé intéressé, dans une affaire voisine — de venir apporter son témoignage. Je n'ajoute aucune créance aux déclarations qu'il peut faire. Je refuse de m'incliner devant ce qu'il peut nous dire.

Le colonel Voyer fait, au surplus, observer à M. Bacri qu'après avoir fait citer le député de Marseille, il avait finalement renoncé à son audition, et que maintenant, il est trop tard, le défilé des témoins étant achevé depuis vendredi.

Le défenseur de Landau annonce qu'il va alors faire citer lui-même M. Caillaux pour la prochaine audience.

Puis il dépose des conclusions pour qu'on donne acte à la défense de la lecture par M. Magnan, pendant son réquisitoire, de pièces étrangères au procès actuel. Il s'agit des documents Caillaux, ou plutôt de l'interrogatoire de M. Caillaux à ce sujet.

M. Magnan ne s'y oppose point. Ce qu'il lui n'était nullement étranger à la procédure et à été versé régulièrement aux débats actuels par une ordonnance du président colonel Voyer.

Le président. — A la reprise de l'audience, nous rendrons notre jugement.

J'ajoute que j'ai reçu de M. Cécaldi une lettre, que je verse au dossier.

Maitre Magnan, maintenant vous avez la parole.

LA PLAIDOIRIE POUR DUVAL

M. Magnan, messieurs du conseil, vous a dit, à la fin de son réquisitoire, en arrivant au cas de M. Leymarie : Ici, pas de commentaires ; des faits ! Que n'a-t-il procédé de la même façon à l'égard de Duval ? Moi, je vais répondre au commissaire du gouvernement, non par des phrases, non par des mots, mais des documents, des précisions.

Et M. Magnan déclare, contrairement au rapport de M. Bouchardon, que son client, des premiers moments, a donné, sur l'origine du chèque, saisi à Bellegarde, des explications empreintes « d'une franchise et d'une spontanéité incontestables ».

Duval et la San-Stefano

Tout de suite, il déclare qu'il vient de s'occuper de la San-Stefano. Vous vous rappelez à une des premières audiences, il s'est écrié : J'étais tout dans cette société ! La encore, il disait la vérité. Car, si vous vous reportez aux certaines et aux certaines de pièces saisies au domicile de Duval, à la suite de son arrestation, vous verrez que les documents qui établissent nettement que mon client centralisait en somme toutes les archives de la San-Stefano, et que cette dernière, contrairement à ce qu'on a insinué, était une société immobilière extrêmement intéressante, et que, si l'affaire avait été menée, eût-elle un gain pouvant aller jusqu'à une trentaine de millions.

Malheureusement, elle avait été mise sur pied d'une façon un peu irrégulière. Je suis obligé d'entrer dans ces détails, à cet égard, et je vous en demande pardon, mais je dois, avant de prétendre que mon client a rendu à Marx des services extrêmement précieux, vous exposer tout la psychologie — si je ose dire — de la San-Stefano, et discuter la portée des témoignages apportés, soit à la barre, soit à l'instruction, par MM. de Margry et de la Noë.

C'est en somme le système de défense présenté par Duval lui-même, au cours de son interrogatoire, que reprend à son compte M. Magnan. Plus l'affaire sera représentée au conseil de guerre comme avantageuse, mais mal engagée, plus Duval sera à l'aise pour faire sentir la valeur des services rendus par lui à Marx, et le désir final qu'il prête à celui-ci de reconstituer, sur des bases légales, cette fois, cette création d'une station de bains de mer, aux environs de Constantinople.

Les causes du cadeau

Et ainsi s'expliqueront les sommes reçues par Duval à titre de témoignage « royal » de reconnaissance, et celles reçues plus tard, pour refaire un syndicat, auquel on renonce, renonciation qui fut, d'après le client de M. Magnan, suivie de la restitution entre les mains de Marx — mais en l'absence de tout témoin — des 312.500 francs rapportés de Suisse par Vercauteren.

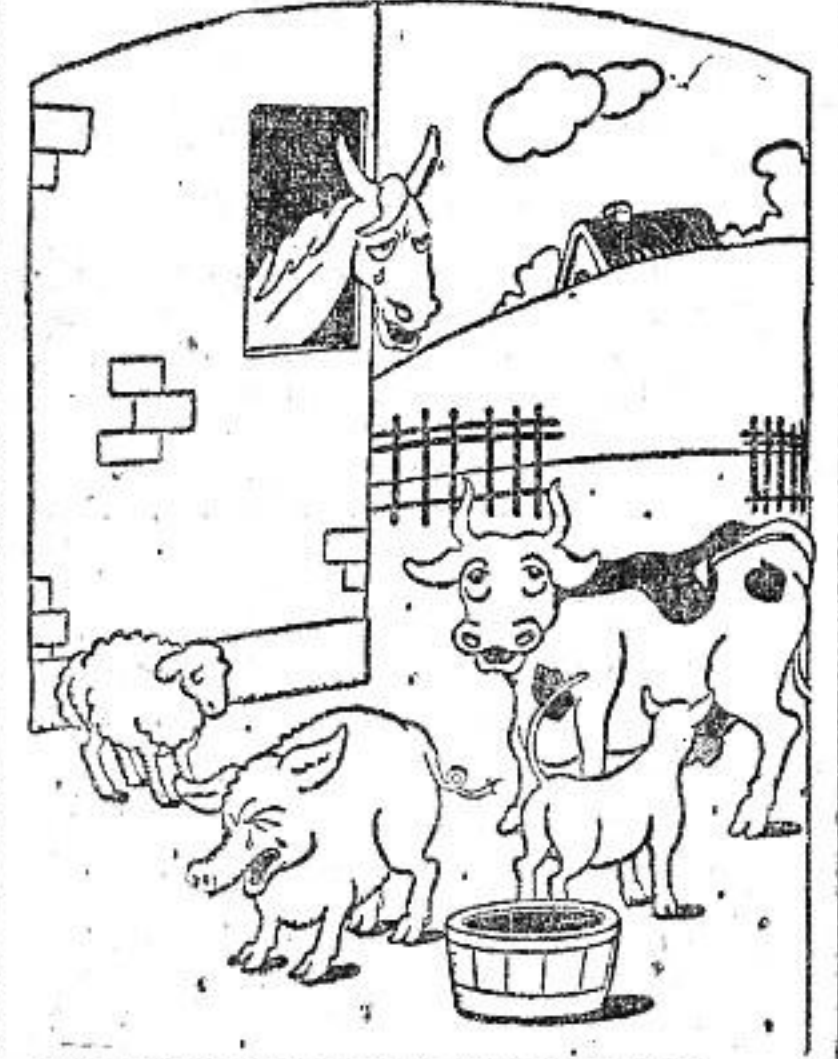
Donc, premier point à retenir : contrairement à ce qui a été allégué, Duval n'a point touché « pour la liquidation de la San-Stefano », mais pour les immenses services rendus à Marx.

Celles du dépôt en Suisse

Pourquoi n'en a-t-il rien dit à sa femme ?

— Pourrait-elle comprendre quelque chose à ses combinaisons financières ? Et lui qui sentait qu'enfin il allait réussir, qu'il allait mettre la main sur des affaires de rapport, de rendement, d'inspiration, comment a-t-il pu en entretenir la brave et honnête femme, l'admirable mère de famille, qui se serait empressée, de l'en dissuader ?

C'est toujours, comme nos lecteurs le



Dessein de LUC CYL

voient la reproduction du système de défense soutenu par Duval lui-même — et plus d'une fois — au cours de son long interrogatoire.

Il en est encore de même pour le dépôt de l'argent chez un particulier, de préférence à un banquier ou un notaire.

Le client de M. Magnan a une phlébite — il nous l'a dit — il nous a dit aussi qu'il avait des difficultés de Mme Duval rencontrant pour retirer l'argent, si elle s'adressait à une banque ou à une étude.

La date du dépôt
A quelle date le dépôt ? Pour M. Magnan, plus le moindre doute. C'est Duval qui a dit la vérité. C'est bien en juin 1914.

Seulement Mme Amherd... qui a mis dix mois pour reconnaître que son client était bien descendu chez elle en juin 1914, a peut-être encore besoin du même délai pour reconnaître que c'est bien le même motif et la même année qu'elle a reçu le dépôt de l'argent.

D'ailleurs les contradictions de Mme Amherd ont été constatées, notamment à l'égard de Duval, ce qui s'agit de Vercasson. Donc... Vous voyez le raisonnement.

Je conclus donc sur ce point : impossible de ne pas croire Duval après les mensonges de Mme Amherd.

Impossible de retenir contre lui la charge de commerce avec l'ennemi, puisque l'argent a été touché avant la guerre. Impossible de faire état des sommes reçues ensuite, pour la constitution d'un syndicat d'après Duval, qui rendus à Duval, ou parce qu'ayant trait à l'affaire d'échange pour l'ami de M. Dollé.

Mais l'argent a touché avant la guerre ? Je résume « royal », comme on a dit, les 500.000 francs en un mot, ont été employés en partie — dans le Bonnet rouge. Y a-t-il la fait d'intelligence avec l'ennemi ?

C'est sur ce point qu'après une courte suspension, M. Magnan fait porter la dernière partie de sa discussion — et après rejet, notons-le tout de suite, des conclusions de M. Bueri, motifs pris de la thèse de M. Morner. Les pièces ont été versées au dossier du procès actuel ; peu importe maintenant qu'elles aient fait partie d'une instruction en cours !...

Les autres charges
M. Magnan s'est débarrassé d'un mot de l'affaire Duval-Joula ; s'il s'agit d'une affaire de trahison, Duval qui est un homme intelligent, en aurait-il chargé ce pauvre d'esprit qui joua, alors que les collaborateurs de valeur ne manquaient pas au Bonnet rouge, tels ceux qui sont aujourd'hui sur le banc des accusés ?

Reste la personnalité de Marx. Commencé par me prouver que le banquier de Mannheim est un espion à la solde de l'Allemagne ! Mais, il y a plus : hier, vous avez eu devant vous un homme qui, pour avoir été trouvé dans le coffre-fort de M. Caillaux, ne fut pas, moi, à vous parler de ce procès, seulement je veux remercier le commissaire du gouvernement de m'avoir fourni ainsi une preuve, de la dernière heure, que mon client n'était pas au service de Marx, — le Marx au service de l'Allemagne.

Si Duval avait été l'homme de Marx, il aurait été l'ambassadeur envoyé par Alphonse de Neuville. Si Duval avait été l'ambassadeur de Marx, vous n'auriez pas eu devant vous deux papiers dans le coffre-fort de Florence !...

On sait quelles subventions le client de M. Magnan a consenties à quelques feuilles, en dehors du Bonnet. Il a employé une forte partie des fonds touchés, dans des affaires personnelles. L'aurait-il pu s'il avait été l'homme de Marx, payé par lui pour une besogne déterminée, une campagne pro-Allemagne ? Duval n'aurait-il pas eu des commandes à rendre à son patron ? En entrant dans le Bonnet rouge, c'est encore une affaire qu'il a eue en vue, et l'occasion de satisfaire enfin sa passion de vieux journaliste ? Toujours — comme on le voit — la thèse mienne développée par Duval au cours de ces longues audiences.

De nombreuses lectures ont suivi. La sténographie de la déposition de M. le lieutenant Bertrand, qui a été entendue, a été de nouveau remise sous les yeux du conseil : donc, discussion d'ordre littéraire sur la campagne du journal d'Almeryda ; discussion sur ses effets à l'égard de nos poils. Il y en a encore une ou deux, avec lesquelles M. Magnan a annoncé qu'il en finirait aujourd'hui, en une heure au plus.

On entendra ensuite M. Antony Aubin, avocat de Joula. — H. M.

La note de M. Hadel
M. Pierre Masse, député, ancien sous-secrétaire d'Etat de la Justice militaire, a écrit au président du 2^e conseil de guerre pour lui faire connaître qu'il a transmis immédiatement au gouvernement militaire de Paris, en novembre 1917, la note rédigée par M. Hadel et qui lui avait été transmise au sujet du chèque.

LES AFFAIRES EN COURS
Le lieutenant Jousselin a entendu hier, M. Henri Letellier, directeur du Journal, au sujet des pourparlers qui eurent lieu entre celui-ci et M. Charles Humbert pour la vente du Journal. Le sénateur de la Meuse sera entendu aujourd'hui.

L'expert Doyen a déposé hier, entre les mains du capitaine Bouchardon, le résultat de ses recherches sur la fortune de M. Caillaux. Son rapport a 128 pages.

Revendications syndicales
Ouvriers et employés du Métropolitain. — Les ouvriers et employés du Métropolitain se sont réunis hier soir, à la Bourse du Travail, au siège de leur Association, les Compagnies du Métropolitain et du Nord-Sud, les payant pas la prime de chômage de la journée de salaires, mais par journée de travail.

Il est très intéressant de voir que les délégués du syndicat ont été élus par la déléguée syndicale nommée par le conseil pour présenter à la compagnie les revendications générales du personnel du réseau.

— Rose, regarde ?... la... tu vois ce monsieur ?... au troisième rang, qui mord sa moustache ?

— Oh ! Mademoiselle... oui, je le vois... Eh bien ! va trouver l'ouvrière !... Montre-le-lui... Je veux qu'on lui dise que je serais heureuse de le recevoir, à la maison, du rideau !

Et, tandis que Rose s'éloigne, Martha avertit : — Frappez, si vous le voulez, monsieur le régisseur... je suis prête !... Quand la musique s'élève, s'impose, Martha chante comme elle n'a jamais chanté. C'est que, dans la salle tumultueuse, il n'y a qu'un cœur, rien qu'un cœur à qui elle dédie tout ce qui vibre, palpite, espère, dans le cristal de son chant !

Passé l'heure, passent les jours, passe le temps, Martha, jamais, ne peut oublier les secondes qu'elle vit désormais.

Sur un dernier rappel, d'une salle que l'enthousiasme affole et fait délirer, elle s'est sauvée dans la loge.

Et le baron de Valréas est venu... Il est là, près d'elle, dans l'intimité de la pièce. Il vient de la complimenter, il lui a dit :

— Vous m'avez charmé à ma fête mal... Et désormais, doucement, il l'interroge : — Oui, je savais que vous étiez devenue la célèbre Riquette Martha !... Et j'en étais charmé... Mais c'est tout ce que les journaux m'ont appris de votre destin !... Oh ! je ne suis pas indiscret, j'espère, en vous demandant : Vous êtes heureuse, n'est-ce pas ?

UNE DÉCLARATION des socialistes majoritaires contre la Sozial-démokratie

MM. Aldy, Aubriot, Barthe, Basly, Bon, Bouvier, Théobret, F. Brunet, Cadot, Compère-Morel, Constans, Dejeante, Demoulin, docteur Doisy, Duru, Dumas, Fourment, Gonfoux, Groussier, Jobert, La Mendin, Delaporte, Lauche, Laurent, Lebey, Lecoine, Levasseur, Larquin, Maugé, docteur Navarre, Nectoux, Pauzet, Reboul, Ringier, Hubert Rogier, Rozier, Salembier, Varenne, Veber, Vigne, membres du groupe socialiste parlementaire, viennent de publier une déclaration au sujet de l'article publié par M. Branting, le leader socialiste suédois, dans le Social Demokrat et où il déclare à propos du parti social-démocrate allemand :

« Il est évident qu'un parti qui trahit ainsi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes s'exclut lui-même de l'Internationale. »

Après avoir constaté leur accord avec M. Branting « défenseur du droit des peuples » dont l'article était une protestation en réponse à un article du Vorwarts représentant la victoire complète des armées allemandes comme la seule solution à la situation actuelle, les députés socialistes français, signataires de cette déclaration, prennent acte de l'aveu de la solidarité du vieux parti social-démocrate allemand avec le gouvernement impérial :

« Il est précieux, puisque tant de socialistes, dans les pays neutres, et même dans les pays belligères, ne pouvaient se décider à voir la trahison de la Sozialdemokratie allemande. Maintenant la clarté s'est faite, aveuglante. Mais il est triste de penser qu'elle a été clarifiée à la suite de la défaite de la famille allemande dans la guerre mondiale. M. Viriani et le maréchal Joffre ont été écartés dans une soirée inoubliable. »

M. Koppel fit la déclaration suivante qui souleva l'enthousiasme de l'auditoire : « Nos soldats combattent actuellement en France. Nous souhaitons qu'ils puissent bientôt entrer triomphalement en Alsace. »

L'union socialiste italienne pour la victoire du droit
Rome, 12 Mai. — Aujourd'hui, au théâtre Costanzi a été inauguré le congrès de l'Union socialiste italienne. Dans la nombreuse assistance, on remarquait les ministres Dissolati et Berini, le député d'Ambrisi, M. Basile Mazzolani et d'autres personnalités.

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

DERNIÈRE HEURE

Charles I^{er} chez le Kaiser
Communiqués des Alliés

De cette visite dépend l'avenir des relations austro-allemandes
(Du correspondant du Petit Journal)

Zurich, 12 Mai. — Un télégramme de Vienne annonce que l'empereur Charles est accompagné, dans sa visite au grand quartier général allemand, par le baron Burian, le chef d'état-major von Arz et le premier maître des cérémonies Hunyadi.

La Gazette de Francfort écrit : Ce qui dépend de ces conférences, c'est tout l'avenir des relations austro-allemandes. Il s'agit de réviser le traité d'alliance et de lui donner une forme définitive. On prévoit l'établissement d'un texte nouveau pour l'union militaire, l'union politique, l'union douanière. Ce texte sera soumis aux parlements des pays intéressés.

Les journaux autrichiens disent également que la visite de l'empereur Charles au Kaiser a une importance toute particulière en ce moment.

L'Alsace-Lorraine et nos alpins fêtés ensemble à New-York
New-York, 12 Mai. — L'Association générale des Alsaciens-Lorrains d'Amérique avait eu la touchante pensée d'organiser une soirée d'adieux en l'honneur des chasseurs alpins. Ceux-ci ont été les hôtes de la famille alsacienne dans la salle même où M. Viriani et le maréchal Joffre ont été écartés dans une soirée inoubliable.

M. Koppel fit la déclaration suivante qui souleva l'enthousiasme de l'auditoire : « Nos soldats combattent actuellement en France. Nous souhaitons qu'ils puissent bientôt entrer triomphalement en Alsace. »

L'union socialiste italienne pour la victoire du droit
Rome, 12 Mai. — Aujourd'hui, au théâtre Costanzi a été inauguré le congrès de l'Union socialiste italienne. Dans la nombreuse assistance, on remarquait les ministres Dissolati et Berini, le député d'Ambrisi, M. Basile Mazzolani et d'autres personnalités.

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

M. Bissolati, accueilli par une chaleureuse ovation, dit qu'en adhérant à l'Union socialiste italienne, lui et M. Berini n'ont pas eu à changer de chemin, car ils marchaient dans cette direction depuis longtemps :

« Nous avons quitté, dit-il, le parti socialiste officiel car il s'éloignait toujours plus de la vie et de la réalité en se renfermant dans un isolement sectaire. Le parti socialiste doit être un parti qui se livre à la lutte pour la victoire du droit. »

CE QUE DIT LA PRESSE

LE BON RETOUR
De l'Homme Libre : La date de l'accord de Berne restera dans bien des familles comme l'une des plus importantes, l'une des plus heureuses. Mais il faut que les pays belligères, les généraux et les peuples qui ont mené à bien cette grande œuvre de réconciliation, se souviennent de leurs collègues suisses.

Le bien qu'ils viennent d'accomplir aura une portée immense : c'est la paix rendue aux familles de prisonniers. Les familles françaises se souviendront.

LES QUARANTE « MAJORITAIRES »
De l'Événement (M. Alexandre Varenne) : Notre devoir, à nous, nous était apparu en pleine lumière. Nous avons pensé qu'il nous ordonnait de parler, d'autres se taisaient ou parlaient un autre langage. Nous avons volontairement rompu un silence qui pouvait être dangereux pour les Français. Et nous ferons en sorte que les questions soient posées et que tout le monde dans le parti et dans l'opinion, puisse voir clair dans les réponses.

LA VICTOIRE PAR L'AVIATION
De l'Action Française (M. Léon Daudet) : Il ne s'agit plus, en matière d'aviation, de voir grand, il s'agit de voir TRES GRAND, et puis, on peut construire des milliers d'appareils, de former, en même temps, des milliers de pilotes. La fin victorieuse de la guerre doit être ainsi obtenue rapidement.

LES PROJETS DE L'ENNEMI
De l'Echo de Paris (M. Maurice Barrès) : Les projets de l'ennemi se précisent et sont ceux de notre haut commandement. Sa préparation s'achève, tant à l'arrière qu'aux premières lignes et ses réserves sont reconstituées. Aucune doute d'ailleurs que son objectif ne demeure le même, c'est la destruction de l'armée française. Les troupes françaises, principale sera accompagnée de divisions. Peut-être sur le front tenu par les troupes françaises, peut-être sur le front tenu en Italie par les troupes italiennes.

D'ailleurs, nos combattants, prêts à recevoir le choc qu'ils se produisent.

ITALIEN
Rome, 12 Mai. — Commandement suprême. — Sur le front montagnard, vive activité des patrouilles de part et d'autre. Les notes ont fait irruption dans une note envoyée au col dell'Orso, anéantissant la garnison à la baionnette et à la grenade et capturant une mitrailleuse. Elles ont mis en fuite un groupe ennemi dans la région de Sclafino, après lui avoir infligé des pertes ; en outre, elles ont fait irruption dans une note envoyée au col dell'Orso, anéantissant la garnison à la baionnette et à la grenade et capturant une mitrailleuse.

Actions intermittentes des deux artilleries dans la Valtorta, dans le val Brenta et le long de la Piave.

Au cours de combats aériens sept avions ennemis ont été abattus.

Les Autrichiens auraient repris le Mont Corvo
Bâle, 12 Mai. — Le communiqué autrichien de cet après-midi, après avoir reconnu que les troupes italiennes ont réussi à pénétrer avant-hier dans leurs positions du mont Corvo, annonce qu'une contre-attaque autrichienne exécutée hier en a de nouveau chassé l'ennemi. (Havas.)

L'inauguration de l'exposition de peinture française à Madrid
Madrid, 12 Mai. — L'exposition de peinture française contemporaine a été inaugurée, dans la matinée, au palais du Parc du Retiro, en présence d'une nombreuse assistance parmi laquelle on remarquait M. Gabriel Héraud, ministre des Affaires étrangères, M. Thierry, ambassadeur de France, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, les ministres de Suisse, de Suède et de Chine. Le ministre de l'Instruction publique représentait le gouvernement espagnol. M. Benlliure, secrétaire général des Beaux-Arts, et de nombreux artistes et amateurs espagnols étaient également présents.

A travers Paris
FAITS-DIVERS
1^{er} arr. — Au cours d'un incendie, à rue Crillon, la locataire de M. Louis Lotz, Mme Lotz, âgée de 64 ans, a été brûlée aux mains. A la Charité.

2^e arr. — Atteint d'une maladie incurable, M. Jean Suberco, 60 ans, demeurant 9, rue de Lyonville, a été tué par la fenêtre de son logement, situé au 2^e étage et s'est tué.

3^e arr. — Rue de Rennes, M. Nestor Jallivet, 49 ans, employé de commerce, demeurant 48, rue de Rennes, est mort d'un trépan en descendant pendant la marche. Grièvement blessé. A Necker.

4^e arr. — Rue de la Chapelle, une automobile renversée Mlle Pauline Trés, artiste lyrique, demeurant 18, rue de la Chapelle, a été tuée par la fenêtre de son logement.

14^e arr. — Un soldat, M. Clément Péloux, tombe sous une rampe du Métro, à la station Denfert-Rochereau. La jambe droite, coupée, il est transporté au Val-de-Grâce.

L'as Paul Renaux fait une chute mortelle
Lyon, 12 Mai. — L'adjudant pilote Paul Renaux, de la D. C. A. de Lyon, au cours d'un vol d'observation au-dessus de Jonage (Isère), a fait une chute mortelle. Ce sous-officier, retour du front, avait à son actif sept avions abattus, dont cinq homologues. Il avait été cité quatre fois à l'ordre de l'armée. Il était originaire de Nice, où sa famille a été prévenue.

Le groupe parlementaire des régions envahies et l'accord pour les prisonniers
Les membres du groupe parlementaire des régions envahies, réunis au Sénat, sous la présidence de M. Cunivert, sénateur, ont adopté une motion félicitant bien sincèrement MM. Jeanneney, de Panafieu, Georges Cahen, Alphand, Herbet, de la façon dont, inspirant du vœu émis par le groupe depuis le mois d'août 1916, ils ont mené les négociations qui ont abouti à l'accord tant attendu par les prisonniers de guerre civils, par les otages et par les habitants des régions envahies. Ils leur ont adressé l'expression de leurs sentiments de gratitude et de reconnaissance en y associant leur collègue, M. Léon Pasquel, député, qui, depuis son retour de captivité, s'est consacré à une œuvre inlassable et avec une énergie peu commune à la cause de ses anciens camarades d'infortune.

NOUVELLES DIVERSES
M. Clouzel, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, est mort subitement à Rabat, où il se trouvait depuis un mois.

ECHOS

Le général Leman, le héros de Liège, vient d'être nommé grand-croix de l'ordre de Léopold avec palme et croix de guerre.

Le président du Conseil, ministre de la Guerre, a été autorisé à accepter le don d'une somme de 500.000 francs fait par MM. Mayer en faveur des enfants des officiers français morts au champ d'honneur.

Le déjeuner que devait offrir aujourd'hui la colonie roumaine de Paris en l'honneur du général Berthelot, chef de la mission française en Roumanie, est remis à une date ultérieure.

Les sauveteurs de la mer sont récompensés
A la Société de géographie, on a célébré, hier, sous éclatant mais non sans grandeur, l'éclatante admirable des sauveteurs de la mer.

Le vice-amiral Touchard présidait. En quelques paroles brèves il ouvrit la séance et passa la parole au contre-amiral Haliez qui donna lecture de l'admirable palmarès : des actes de dévouement accomplis obscurément ; des vies vingt fois risquées.

Parmi ceux qui sont inscrits au Livre d'Or des Sauveteurs, citons les titulaires des médailles d'or :

M. Victor Jégo, patron du canot de sauvetage Rosalie-Marchais ; M. Villat Bilhan, patron du canot de sauvetage Le Tournaise ; M. Henri Ricard, patron d'une barque de sauvetage ; M. Talarmin, sous-patron du bateau de sauvetage Henri-Munier ; M. Boudard, patron du canot de sauvetage Le Tournaise ; M. Toussaint ; M. Boudard, patron de la balinière Colomba ; M. Boudard ; M. Pierre Mulard, patron du canot La-Marguerite ; M. Ruggieri, des Messageries orientales ; M. Lizon, capitaine du paquebot Saint-André ; M. Fourmy, enseigne de vaisseau ; M. Chauvin, lieutenant de vaisseau.

Les grands blessés reviennent de Suisse
Trente officiers, grands blessés internés en Suisse, sont arriv